

N°2016-BCA-103

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 4
- Votants : 4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

DESAFFECTATION DU CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS DU TREPORT

Le 04 novembre 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 octobre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Dans le cadre des dispositions de la loi n°96-369 du 03 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours, intégrées au code général des collectivités territoriales, les biens mobiliers et immobiliers nécessaires au fonctionnement du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) ont été affectés lors de la départementalisation par voie de convention de « mise à disposition ou de transfert » et ce à titre gratuit.

Lors des signatures de ces conventions, un article-type prévoyait que : « la durée de la [...] convention n'est pas limitée ; elle prendra fin de plein droit lorsque les biens immobiliers cesseront d'être affectés à l'activité opérationnelle du service d'incendie et de secours. Dans ce cas, l'immeuble reviendra à la commune qui retrouvera la plénitude de ses droits et obligations de propriétaire ».

Aussi, lorsque des biens mis à disposition cessent d'être nécessaires au fonctionnement du service public, l'assemblée délibérante doit décider préalablement de leur désaffectation.

*

**

Par convention de transfert en date du 21 février 2000, la commune du TREPORT et le Sdis 76 avaient, en application des dispositions de la loi précitée, convenu du transfert des sapeurs-pompiers inscrits au registre du corps communal et de la mise à disposition au Sdis 76 de l'ensemble immobilier constitué de locaux de service sis Quai de la retenue, commune du TREPORT, parcelle cadastrée section AK 173.

De plus, en son article 15, la convention de mise à disposition y incorporait les logements situés aux n°13 et 37 de l'avenue des Canadiens pour les sapeurs-pompiers volontaires du centre afin de répondre aux nécessités de service.

Aujourd'hui, le centre d'incendie et de secours du TREPORT n'a plus d'activité opérationnelle et fait l'objet d'un accord de rétrocession actée entre la commune du TREPORT et le Sdis 76.

Aussi, préalablement à sa rétrocession, il convient de procéder à la désaffectation des biens immobiliers.

*

* *

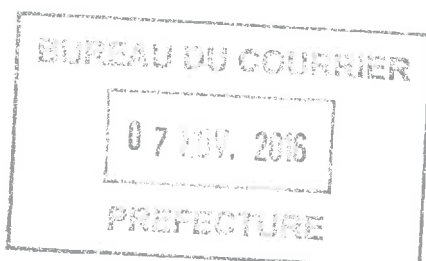
Aussi, il vous est donc proposé de :

- constater et d'entériner la désaffectation de l'ensemble des biens immobiliers sis sur la commune du TREPORT, Quai de la retenue, parcelle cadastrée section AK 173 ainsi que des logements situés aux n°13 et 37 de l'avenue des Canadiens ;
- autoriser le président à entreprendre l'ensemble des démarches et à signer les actes à intervenir pour la rétrocession des biens mentionnés.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.



Le président du conseil d'administration,

A stylized blue ink signature consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke.

André GAUTIER